Bulletin d'informations
2003/1

Programme InFocus sur
la Sécurité Socio-Economique

Pour une justice équitable - une sécurité de base pour tous

Du travail pénible au travail décent: représentation, autonomie, contrôle

Qu'est ce que le travail? Où est la différence entre travail décent et travail pénible? Il est certain que le travail décent impose une sécurité de base, ainsi qu'une autonomie et une représentation convenables …sans oublier la possibilité de développer notre humanité, notre créativité, et notre conscience de citoyen.

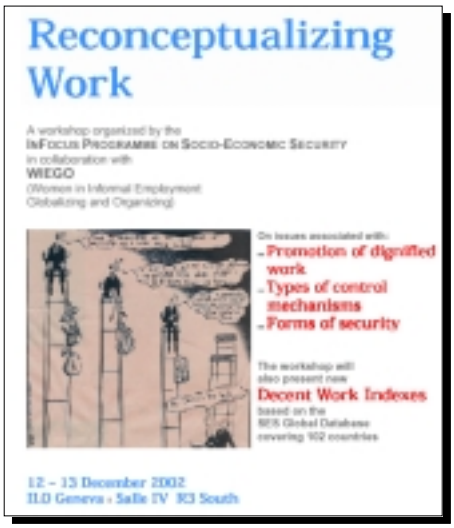
Partant de ces principes inhérents au travail décent, le Programme, en collaboration avec WIEGO, qui rassemble des militantes syndicales et des universitaires, a organisé, en décembre, un atelier de deux jours au cours duquel on a examiné divers documents portant sur les aspects, négligés jusque là, du travail pénible et du travail décent.

L'analyse a essentiellement porté sur les concepts de contrôle, sécurité et représentation, la notion d'aspect informel n'étant jamais très éloignée des débats. Lors de la séance inaugurale, Renana Jhabvala a parlé de l'idée que l'on se fait du travail dans les milieux «occidentaux» et «indiens». Se référant à Hannah Arendt, Devi Sambasivan a exposé le concept philosophique de travail considéré comme une action. Guy Standing a présenté un document sur ce qu'il appelle «occupational citizenship»; il a proposé que ceci fasse partie d'une stratégie sur le travail décent.

La seconde partie a porté sur les approches concernant le contrôle du travail et la sécurité. Francie Lund et Jeemol Unni ont porté un nouveau regard sur ce qu'est la sécurité au travail; Marty Chen et Ratna Sudarshan en ont fait de même concernant la perspective du Programme en matière de contrôles, et Pat Horn a parlé de la représentation dans le contexte africain.

Lors des séances suivantes, on a examiné l'évolution des schémas de travail dans différents pays, dont l'Inde, l'Afrique du sud, la Tunisie et les USA.

On a également parlé du travail d'auxiliaire de vie dans la nouvelle conception du travail. Si on le considère comme un travail au même titre que les autres (ce qui devrait être le cas), quelles sont les conséquences dans les domaines politiques, statistiques, et enfin, concernant le soutien institutionnel?



Enfin, il y a eu un débat très animé concernant la notion «de travail informel ». Gardons nous de l'embellir, mais aussi de considérer qu'il s'agit toujours d'un travail médiocre et sans intérêt.

"Votre Congrès porte sur la façon de mondialiser la sécurité de base et la solidarité."
Juan Somavia, voir page 3

Base de données globale SES

C'est un travail de titan, et nous n'avons abattu que la moitié de la tâche. En décembre, nous avons, cependant, fait une démonstration « on line » pour un groupe de statisticiens et d'utilisateurs potentiels du BIT. Une autre démonstration est prévue, début 2003, à l'intention des dirigeants.

Pour l'instant, nous avons rassemblé les données concernant 98 pays membres du BIT, et nous avons retenu 898 variables. Ce nombre important découle du fait que la base de données comporte trois composantes, et que la plupart des statistiques sont présentées séparément pour les hommes et les femmes.

La base de données est composée de données provenant de trois sources: le Questionnaire SES (rempli par nos correspondants nationaux et régionaux), la Base de Données Secondaire (provenant d'autres sources dans le monde), et la Base de Données sur la Sécurité Sociale (provenant des diverses législations et réglementations converties en forme de codage numérique).

Il faut que les lecteurs sachent que, pour biens des pays, trouver la moindre statistique sur la sécurité sociale et économique relève d'un travail de limier, et que souvent, on n'y arrive pas. Nous avons néanmoins réussi à mettre en place une base de données utile autant pour les autres que pour nous.

Nous nous félicitons à la perspective que la suite du travail puisse être faite avec des collègues de SOC/FAS et de STAT. D'autres participants à cette entreprise qui en vaut la peine, seront les bienvenus.

Indicateur du Travail Décent
↳ *Voir page 2*

Nouveau!

Entreprises et Travail décent
↳ *Voir page 4*

Dans ce numero

- La Conférence de Kiev: Un nouvel espoir 2
- Libéralisation de la sécurité sociale 2
- La sécurité du revenu est un droit 3

Nota bene: les opinions exprimées dans ce bulletin ne sont pas nécessairement partagées par le BIT.

Comme le prouve l'Enquête PSS, 79% des Ukrainiens ont le sentiment d'être pauvres

La majorité des Ukrainiens réclame un plus grand respect de leurs droits, et deux tiers d'entre eux souhaitent la mise en place d'un revenu minimum garanti.

En dépit d'une croissance économique qui a, enfin, succédé à dix ans de crise, la majorité des 50 millions d'Ukrainiens reste embourbée dans la pauvreté et l'insécurité économique. Mais, comme le montre la deuxième phase de l'Enquête sur la Sécurité des Personnes (PSS) effectuée par le Programme et le Comité Ukrainien des Statistiques, et financée par le BIT et le PNUD, quelques signes positifs se font jour.

D'après la PSS, il y a *moins d'arriérés de salaires qu'il y a deux ans.* Mais cela concerne toujours plus d'un salarié sur quatre, et bien plus encore dans le secteur de l'agriculture.

L'Enquête PSS effectuée auprès de plus de 9.400 adultes est représentative au niveau national. Nous avons rassemblé des données sur la pauvreté, l'insécurité économique, et les sept formes d'insécurité liées au travail, identifiées par le Programme. En conséquence, l'Ukraine dispose maintenant pour la première fois de données complètes et actualisées. Et le bureau des Statistiques Nationales a les moyens de gérer, mieux que jamais auparavant, l'évolution de la main d'œuvre.

Les résultats ont été présentés en décembre à Kiev, lors d'une conférence tripartite. On a parlé de cette conférence dans les journaux télévisés nationaux, et elle a fait les grands titres des quotidiens; le débat public a continué dans les semaines suivantes. Heureux hasard, tout ceci a eu lieu pendant que l'on formait le nouveau gouvernement auquel les défis sociaux qui sont désormais les siens n'auront ainsi pu échapper.

Quelques conclusions:

- Plus de 50% des salariés ont un revenu mensuel inférieur à 300 UAH (US$ 56), et 79% des adultes se considèrent comme « pauvres ».
- 84% des personnes déclarent que les revenus du ménage ne permettent pas de payer les soins médicaux nécessaires.
- Au cours des trois derniers mois, plus de 60% des travailleurs agricoles n'ont pas perçu la totalité de leur salaire, et nombre d'entre eux n'ont rien perçu du tout.
- 39% seulement des demandeurs d'emploi ont touché des indemnités de chômage – extrêmement faibles d'ailleurs - durant la plus grande partie de la durée de leur chômage.

C'est la première fois que moins de 50% des salariés sont syndiqués, et c'est là une évolution très importante.

On trouvera d'autres conclusions dans le rapport préparé par le Programme et le Comité National des Statistiques.

La dernière phase de l'Enquête ELFS (Etudes sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises, ULFS9) a également été présentée lors de la conférence. L'ULFS9 a permis de rassembler des informations auprès de 1.962 entreprises, informations concernant l'emploi, la flexibilité, la protection sociale, les pratiques sur le lieu de travail (formation, relations industrielles, etc).

Entre autres conclusions :

- Une entreprisse sur deux a des difficultés à verser les salaires
- La situation des femmes a empiré: leurs salaires sont désormais inférieurs d'un tiers en moyenne à ceux des hommes.

Cérémonie inaugurale de la Conférence de Kiev

Indicateur du Travail Décent

Chut …L'Indicateur du Travail Décent (*Decent Work Index, DWI*) est là. A l'occasion de la conférence organisée en décembre sur « une nouvelle conception du travail », l'équipe SES a présenté des indices sur les sept formes de sécurité dont la sécurité socio-économique – marché du travail, emploi, poste occupé, qualifications, travail, représentation et sécurité de revenus. Ces indices ont ensuite été combinés pour constituer un Indicateur composite du Travail Décent (DWI). Celui-ci permet d'évaluer la situation d'un pays en termes de politiques, institutions et résultats sur la sécurité qui sont autant d'éléments donnant une idée assez fiable du travail décent.

Chacun des indices, tout comme le DWI, est constitué d'une série d'indicateurs institutionnel (lois, conventions), de processus (mécanismes) et de résultats.

Nous avons été surpris: dans certains pays, les résultats étaient pires que ce à quoi l'on s'attendait, dans d'autres, ils étaient meilleurs. On pourrait chicaner sur le choix des indicateurs. Ce choix est transparent, et on peut le modifier pour voir si, en retenant d'autres critères, on arriverait à des résultats considérablement différents.

Entre autres conclusions intéressantes, on peut rassembler les pays en différents groupes. Dans un petit groupe de pays industrialisés et riches, les variables Indicateurs institutionnel et de Processus sont élevées, comme les variables Résultats. Ce sont les *pays très performants*. Dans un second groupe, les variables Résultats sont bonnes, mais les variables Indicateurs institutionnels et/ou Processus sont modestes. Nous appellerons ces pays *les pragmatiques*. Le troisième groupe est constitué de pays dont les variables Indicateurs institutionnel et/ou de Processus sont bonnes, alors que les Résultats sont mauvais. Nous les appellerons *les bureaucrates*. Pour arriver au Travail Décent, il faut persévérer.

Il y a, enfin, les pays dont les trois domaines à la fois sont modestes. C'est le groupe de « ceux qui ont encore beaucoup de chemin à parcourir». L'un des aspects étranges de l'Indicateur du Travail Décent, c'est qu'il n'y a pas de corrélation avec l'Indicateur de Développement Humain du PNUD, ou l'évaluation nationale du revenu par tête. Mais il existe une corrélation fortement négative avec l'inégalité des revenus. Les sociétés très inégalitaires ne garantissent pas le travail décent.

Libéraliser la sécurité sociale

Dans le monde entier, on privatise lentement la politique sociale, dont les pensions, les soins de santé, l'éducation et la formation. Une partie de la pression en ce sens découle de la libéralisation du commerce et des conséquences de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services et annexes) de l'OMC.

Quelles sont les conséquences pour la sécurité économique et sociale des travailleurs et des citoyens? Telle a été la question essentielle posée lors d'une réunion technique tenue à Dubrovnik en octobre 2002, organisée en collaboration avec le GASPP (Globalism and Social Policy Programme).

L'une des conséquences, c'est «l'américanisation» croissante de la politique et des services sociaux, dans la mesure où nombre d'entreprises américaines deviennent les fournisseurs mondiaux de services. L'autre, c'est la relation de plus en plus étroite entre entreprises nationales et étrangères, qui entraîne une forme de normalisation. Que ceci soit souhaitable ou pas, cela laisse libre court aux conjectures et à la controverse.

La sécurité du revenu est un droit

Plus de 200 participants, venus de 33 pays différents, se sont réunis au BIT pour réfléchir à la façon dont on pourrait arriver, dans les pays économiquement pauvres, comme dans les pays riches, à une sécurité de revenu. Cette réunion a eu lieu lors du neuvième Congrès de BIEN, réseau pour la promotion du débat organisé pour savoir s'il est réalisable et souhaitable de garantir un revenu de base qui serait un droit.

Ce Congrès, accueilli par le Programme, a rassemblé d'éminents économistes, sociologues, philosophes et autres. Lors de la séance plénière et des séances parallèles, on a présenté 63 documents techniques et pu écouter les interventions de différents orateurs importants, au nombre desquels il convient de citer le Premier ministre du Mozambique, Pascoal Mocumbi qui a déclaré lors d'un discours inaugural:

«Le projet de BIEN, et en particulier la composante visant à garantir un revenu minimum permettant la scolarisation, est une perspective innovante qui doit faire partie de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté».

Mesure qu'il a l'intention de mettre en place au Mozambique.

Pascoal Macumbi, Premier ministre du Mozambique (à gauche) et Juan Somavia, Directeur général de l'OIT (à droite)

Lors de son discours de bienvenue, Juan Somavia, Directeur général de l'OIT, a déclaré au Congrès que ses délibérations feraient partie des travaux de la Commission Globale sur la Dimension Sociale de la Mondialisation, dirigée par les Présidents de la Finlande et la Tanzanie. *«L'heure approche où tout le monde partagera vos idées»* a-t-il ajouté. Et il a fait remarquer que si le monde entier s'engageait à garantir à chacun 1$ par jour, cela aurait des conséquences formidables sur la réduction de la pauvreté. Dans un même esprit, Assane Diop, Directeur exécutif de la Protection Sociale à l'OIT, a évoqué de façon bouleversante quels étaient les défis de l'Afrique.

Dans son message d'accueil, Pierre-François Unger, Ministre des Affaires sociales de Genève, a fait savoir qu'il avait l'intention de gommer «la dette d'assistance» et a manifesté son soutien en faveur d'un revenu minimum garanti. Le Canton, la Fondation Rockefeller et la Loterie Romande ont participé au financement de ce Congrès.

Le Congrès a porté sur trois thèmes principaux:

- **La sécurité du revenu est un droit.** Faut-il considérer qu'un seuil minimum du revenu, reconnu dans le monde entier, est un droit économique? Divers documents, reposant sur des raisonnements philosophiques, théologiques, économico-politiques, ont porté sur ce sujet. Certains ont prouvé que les pays en question avaient les moyens financiers d'y arriver.
- **Evaluation de la sélectivité.** De nombreux pays ayant renforcé la sélectivité et le ciblage des régimes de maintien du revenu, nous devons en connaître les conséquences sur l'insécurité du revenu. D'après de nombreux documents, cette dernière s'est aggravée.
- **Légitimer le revenu minimum sur le plan politique.** Comment prétendre arriver à une éthique de solidarité sociale, lorsque règnent l'inégalité et le cloisonnement social? Les documents traitant de ce sujet ont puisé de manière insistante dans la philosophie. Il y eu en outre diverses contributions théologiques.

«Vos travaux ont prouvé que la sécurité économique est un fondement essentiel d'une citoyenneté responsable. Elle encourage la confiance en soi et ce sens de la solidarité qui font la force des communautés et autorisent la créativité»

Juan Somavia

La majorité des participants s'est prononcée en faveur du principe selon lequel la sécurité d'un revenu minimum doit être considérée comme un droit du citoyen, droit qu'il convient d'établir à l'échelon national.

Peut-être n'est on pas loin d'y arriver. Comme l'a exprimé Sir Tony Atkinson:

«Les hommes politiques peuvent ne pas être convaincus qu'un revenu minimum est logique, mais ils en encourageront la mise en place, car c'est la conclusion logique des politiques déjà en route (prestations des travailleurs), parce qu'il met fin à un dilemme d'ordre politique (la crise des retraites) ou fait progresser l'ordre du jour européen (réduction de la pauvreté)».

Ce qu'ils ont dit:
«Le revenu minimum fait avancer l'ordre du jour politique»
Sir Tony Atkinson (GB)
«Le revenu minimum peut avoir un effet constructif sur la conscience nationale et la cohésion sociale»
Maria Cruz-Saco (Pérou)
«Le Fonds Permanent de l'Alaska a permis de réduire la pauvreté et l'inégalité»
Scott Goldsmith (Alaska)
«La réponse est dans le vent»
Sénateur Eduardo Suplicy (Brésil), avec ses excuses à l'égard de Bob Dylan

Les retraités sur la corde raide

En octobre, le Programme a participé à un forum international sur le financement des retraites. Celui-ci était organisé à Paris par le Réseau Européen pour la Recherche sur les Retraites Complémentaires et l'IRES. On observe, dans le monde entier, une forte tendance à la privatisation des retraites, mais il est encore trop tôt pour en montrer la totalité des conséquences sur la sécurité de revenus des retraités. Cette orientation vers des régimes à cotisations définies aggrave cependant l'insécurité.

En Europe occidentale, en particulier, ces problèmes sont aggravés du fait du manque de régulation des marchés de retraites privées et de réglementation applicable au calcul des annuités.

Ce n'est que dans 20 ou 30 ans que l'on pourra vraiment savoir quelles ont été les véritables conséquences sur le niveau des retraites, mais la mise en place de comptes d'épargne individuels a déjà mis l'accent sur les inconvénients importants de ce type de régime.

«Si à la fin de mon mandat, tous les Brésiliens prennent trois repas par jour, j'aurai rempli la mission qui était la mienne»

«Lula», Président du Brésil, janvier 2003
Une sécurité de base pour tous

Soutien des travailleurs

Lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg, des affiliés de la CISL, la CSS et des FSM (Fédérations Syndicales Mondiales) ont approuvé notre approche consistant à baser le développement durable sur la sécurité socio-économique élémentaire.

Décentralisation de la Protection Sociale au Kerala

En collaboration avec le Centre d'Etudes et de Recherches sur la Santé du Kerala, le Programme aide à la mise en place d'un prototype de régime de protection sociale décentralisé.

Entreprises pratiquant le Travail Décent

Comment savoir quelles sont les entreprises qui respectent les pratiques de travail décent? Grâce aux différentes ELF (Etudes sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises), le Programme présentera, lors d'un atelier qui se tiendra le 2 avril au BIT à Genève, une méthode permettant de le faire.

On évalue les entreprises au moyen d'un grand nombre d'indicateurs du travail décent, qui sont rassemblés dans L'Indicateur du Travail Décent dans l'Entreprise (Decent Work Enterprise, DWE).

Nous présenterons les données portant sur des milliers d'entreprises réparties dans différents pays, dont le Chili, l'Indonésie, les Philippines, la Fédération Russe et l'Ukraine.

Sécurité des personnes en Afrique

En collaboration avec le Bureau Régional de l'OIT pour l'Afrique, le Programme organisera un atelier technique de deux jours en Tanzanie, afin de présenter les quatre principales PSS réalisées en Afrique: Ethiopie, Ghana, Afrique du Sud et Tanzanie. Cette atelier portera également sur l'Indicateur du Travail Décent pour les pays africains et la base de données SES pour l'Afrique. Les personnes que cela intéresse peuvent s'adresser au Secrétariat ou aller sur le site internet.

Publications récentes

Documents SES

- "Is there a Welfare State Crisis? A Comparative Study of French Social Policy" *par Robert Boyer.*
- "Social Policy with Respect to Care: A Perspective for Sub-Saharan Africa" *par Kanyhama Dixon-Fyle.*
- "Workers' Representation Insecurity in Brazil: Global Forces, Local Stress" *par Adalberto Moreira Cardoso.*
- "An Evaluation Methodology for Minimum Income Programmes in Brazil" *par João Saboia and Sonia Rocha.*
- "Insecurities of Informal Workers in Gujarat, India" *par Jeemol Unni and Uma Rani.*
- "Organizing for Socio-Economic Security in India" *par Sukti Dasgupta.*
- "Participatory Problem-Based Methods and Techniques for Training in Health And Safety" *par Ellen Rosskam.*
- "Health Care in Central and Eastern Europe: Reform, Privatization and Employment in Four Countries", *ILO InFocus Programme on Socio-Economic Security and Public Services International. Egalement dispondible en russe.*
- "Failing Health Systems: Failing Health Workers in Eastern Europe" *par Carl Warren Afford, IFP/SES. Egalement dispondible en russe.*
- "Social Protection for Informal Workers: Insecurities, Instruments and Institutional Mechanisms" *par Jeemol Unni and Uma Rani, Gujarat Institute of Development Research, Gota, Inde*
- "Sustainable Development of the Global Economy: A Trade Union Perspective" *par Winston Gereluk, Public Services International and Lucien Royer, Trade Union Advisory Committee to the OECD*
- "Income (In)Security in Argentina" *par Alberto C. Barbeito and Ruben M. Lo Vuolo.*

IFP/SES – Site Internet et Bulletin d'information

Vous pouvez accéder au site (http://www.ilo.org/ses) en anglais, français et espagnol.

Notre Bulletin est également publié en français et en espagnol (on peut le charger depuis le site IFP/SES).

Programme InFocus sur la Sécurité Socio-Economique

Telefax: (+41 22) 799 7123

http://www.ilo.org/ses
ses@ilo.org

Contact: Christian Colussi, tel: (+41 22) 799 7913
Communication and Public Information Coordinator

Bureau international du Travail, 4 Route des Morillons, Genève, CH-1211, Suisse